Au décès d'Henri Weber, les hommages se sont multipliés. Contretemps *n'entend pas s'y plier, tant la politique à laquelle H. Weber a pris sa part durant près de 35 ans a été délétère pour les exploité·e·s et les opprimé·e·s. Cet article rappelle ses engagements passés et sa contribution au marxisme révolutionnaire. Il retrace aussi une volte-face qui n'a rien eu d'un passage « de la révolution à la réforme », mais tout d'un ralliement à la violence néolibérale.*

***

La ferveur d'un converti

En janvier 2020, Henri Weber en appelait une nouvelle fois à un « compromis historique entre le salariat, le patronat et l'État ». À ses yeux, la « culture de l'affrontement » – luttes sociales, grèves, manifestations, mouvements, soulèvements – était devenue un « handicap »[1]. Au cœur de la grève pour empêcher la contre-réforme des retraites, il prônait « un compromis dynamique avec la CFDT et l'UNSA ».

C'était l'occasion pour lui de saluer le prétendu savoir-faire politique du chef de l'État : Emmanuel Macron avait « su maîtriser le mouvement des Gilets jaunes » en dissociant les « modérés » des « extrémistes » et autres « ultras » qui demandaient sa démission et de nouvelles élections. D'après lui, la répression avait visé les seconds : « une répression sans faiblesse, sinon sans bavures, légitimée par les exactions spectaculaires des "black blocs" ». Et Macron avait su « animer le "Grand débat", auquel ont participé des foules dix fois supérieures à celles que mobilisaient les Gilets jaunes au même moment »[2].

D'Emmanuel Macron et ses partisans, Henri Weber approuvait encore le vocabulaire macroniste, cet ensemble de mots passe-partout vidés de leur sens qui ramène la politique à un pur exercice publicitaire : le macronisme comme « progressisme », la prétention à engager une « révolution » (titre du livre-manifeste d'E. Macron). Même, il voyait ce dernier en « homme de gauche ». Pour justifier une telle aberration, il énumérait tout ce à quoi Macron est censé s'opposer, jouant la carte usée jusqu'à la corde du juste milieu entre d'un côté le « nationalisme de repli, xénophobe, populiste, autoritaire, réactionnaire, de l'extrême droite et de la droite extrême », ou encore l'« archéo-libéralisme économique et social-sadisme de la droite néo-thatchérienne de LR », et de l'autre le « catastrophisme et irénisme de l'extrême gauche » pétrie de « passions tristes » (« ressentiment, colère, haine »).

« Libéral-colbertiste sur le plan économique, le macronisme se veut néanmoins social », insistait-il. Peut-être afin de laisser imaginer une introuvable cohérence entre ses engagements passés et présents, Henri Weber allait jusqu'à citer Marx et Macron dans le même paragraphe, comme si le second allait bien finir par réaliser la « société où le plein développement de chacun serait la condition du plein épanouissement de tous » pour lequel le premier luttait. Pour terminer, Henri Weber en appelait à la formation « d'un grand parti centriste », dont les conditions d'institution lui semblaient réunies désormais, en saluant l'alternance des « partis responsables »[3]. Fermez le ban.

Ainsi donc, étaient assimilées à un « progrès » la violence sociale et politique d'un pouvoir attaquant méthodiquement les conquis sociaux – Code du travail, retraites, assurance chômage, services publics –, la remise en cause de la liberté de manifester à de nombreuses reprises lors du mouvement des gilets jaunes, la transcription dans le droit commun de dispositions prises dans le cadre de l'état d'urgence, ou encore la loi « asile-immigration », durcissant toutes les dispositions en vigueur en matière d'accueil des

réfugié·e·s. La violence policière, les morts, les blessés graves, les corps amputés, les visages éborgnés et défigurés, tout cela était « légitimé », sans un mot de compassion mais au nom de la raison – que valent quelques dizaines de mutilations, mais aussi la mort de Zineb Redouane, face au grand « projet » macroniste ? Et les forces sociales et politiques qui s'y opposent étaient assimilées à des coléreux, des excessifs et des haineux.

Les hommages à peu près unanimes tressés à Henri Weber à l'occasion de son décès ne nous feront pas oublier cet alignement de fait sur le néolibéralisme autoritaire de Macron. Une formule est revenue sans cesse dans ces brassées de témoignages : « il est passé de la révolution à la réforme ». Si tel était le cas, on pourrait comprendre après tout : à un moment, baisser les bras face aux échecs et se tourner vers l'espoir d'une émancipation à petits pas ; certains l'ont fait et sont restés dignes.

Mais ce n'est pas le cas. Quoi qu'il ait pu en dire, le monde politique qu'Henri Weber a rejoint dans la « deuxième partie de sa vie », et dont il a été un acteur de premier plan, est à l'opposé du réformisme tel qu'on l'a envisagé durant l'essentiel du vingtième siècle, et de la social-démocratie au sens historique et politique. Il ne s'agit nullement de faire l'éloge du réformisme d'hier ou de la social-démocratie d'antan, mais force est de reconnaître que les partis qui se prétendent aujourd'hui « réformistes » ou « social-démocrates » ont non seulement rompu avec l'idée même de conquérir quoi que ce soit au détriment du capital, mais ont surtout effectué un travail de sape pour se débarrasser des conquêtes sociales qui avaient permis un temps de rendre un peu moins difficile la vie des classes populaires

Le monde auquel s'est rallié Henri Weber, c'est donc celui des innombrables contre-réformes qui se sont égrenées depuis les années 1980, et de la violence d'État, devenue inévitable pour les imposer. Comment Henri Weber, abandonnant le marxisme révolutionnaire, en est-il arrivé là ?

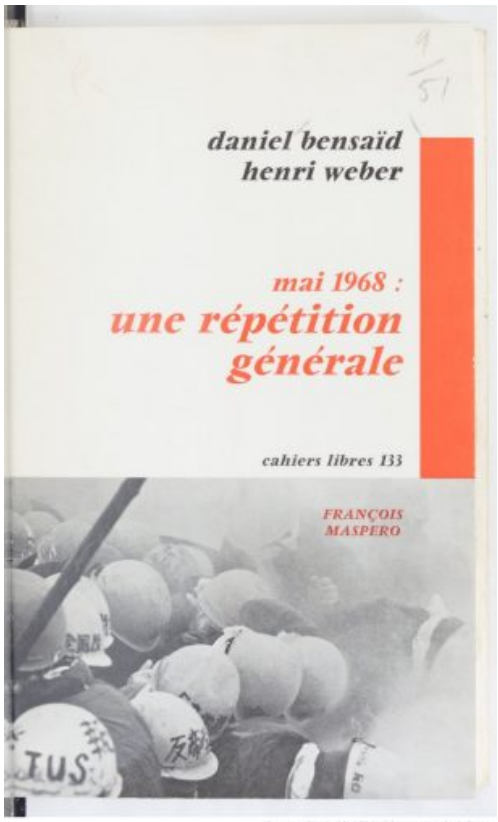
L'espérance née de Mai : grève générale et perspectives révolutionnaires

On ne reviendra pas ici en détails sur les grandes étapes de sa vie[4]. Sa famille survit à la persécution et à l'extermination des juifs d'Europe. Elle a fui la Pologne, puis l'Union soviétique où Henri Weber est né – à Leninabad au Tadjikistan, en juin 1944, dans un camp de travail parce que ses parents avaient refusé la nationalité soviétique – puis à nouveau la Pologne en raison de l'antisémitisme qui y régnait après la guerre. Elle s'est installée dans le 20e arrondissement, dans un petit appartement rue de la Mare, en plein Ménilmontant. Le père était artisan horloger.

L'enfance d'Henri Weber passe par *l'Hachomer Hatzaïr,* la « Jeune Garde », sioniste-socialiste. Après avoir milité à l'Union des étudiants communistes au début des années 1960, dont il est exclu avec Alain Krivine, Janette Habel et Gérard de Verbizier, membres comme lui du Parti communiste internationaliste et de la Quatrième Internationale-Secrétariat unifié, il participe à la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) en 1966. Durant la grève générale de Mai-Juin 1968, il est bien sûr pleinement dans la lutte, dans l'occupation de la Sorbonne, sur les barricades, dans les affrontements avec les forces de l'ordre, les manifestations, sur les tribunes, haut-parleur à la main, et en soutien à ce qui demeure la plus grande grève en France (numériquement au moins).

On retiendra d'ailleurs qu'au terme de son parcours, il en vint à négliger largement cette dimension ouvrière du soulèvement au profit d'une vision consensuelle et dépolitisante, réduisant l'événement à une révolution essentiellement « culturelle » étant parvenue à bouleverser les mœurs et les modes de vie. Cette dimension est importante évidemment dans l'énorme poussée de Mai-Juin 68 ; mais elle n'a pris une telle ampleur que dans l'aspiration à transformer radicalement la société, à inventer une véritable démocratie et à battre en brèche le pouvoir patronal.

À l'été 1968, Henri Weber était à l'évidence dans un autre état d'esprit lorsqu'il rédigeait avec Daniel Bensaïd le livre *Mai 68 : une répétition générale*. Maspero publie l'ouvrage, dont les droits d'auteur aident à lancer le journal *Rouge*, d'abord hebdomadaire puis quelques années plus tard quotidien (durant près de trois ans). L'espoir révolutionnaire est grand, mais aussi tangible, fondé sur des luttes populaires, des soulèvements et des processus révolutionnaires, comme à Cuba ; la révolution vietnamienne offre « à toute une génération de militants de naître sous le signe de la révolution victorieuse ».



Face à cette espérance, les partis ouvriers traditionnels apparaissent rangés, arcboutés sur

le parlementarisme, éloignés d'une auto-organisation ouvrière qui permettrait de poser concrètement la question d'un double pouvoir. Si la grève générale avec occupation d'entreprises est un événement décisif et même constitutif pour le renouveau du courant communiste révolutionnaire en 1968, Daniel Bensaïd et Henri Weber analysent son échec par sa faible auto-organisation, la prise de décision ayant été laissée aux dirigeants syndicaux et à des partis de gauche qui eux-mêmes s'en sont remis à la volonté du pouvoir gaulliste.

En se coulant dans le moule des élections convoquées par le général De Gaulle, ces partis, à commencer par le PCF, ont opéré un déplacement du mouvement vers ce qui lui était extérieur, les institutions. La voie électorale empruntée en juin a été conçue comme un recentrage du pouvoir par le pouvoir, loin de « la rue » et « dans les urnes ». Bensaïd et Weber décrivent une « social-démocratisation du PCF », lequel a abandonné le projet révolutionnaire au profit d'une voie parlementaire repoussant l'échéance du socialisme à un horizon toujours plus lointain. Face à cette évolution et contre le stalinisme en pleine débâcle, il s'agit au contraire de vivifier le marxisme révolutionnaire[5].

Contre le sectarisme, contre l'opportunisme

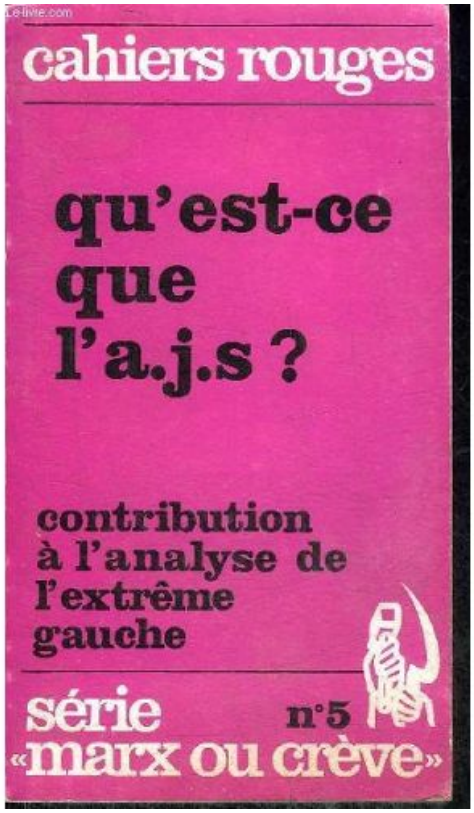
Il y a lieu pour autant de demeurer très vigilant face à deux dérives possibles pour de petites organisations révolutionnaires : le sectarisme et l'opportunisme. Bensaïd et Weber s'interrogent sur ces risques. Tout l'enjeu à leurs yeux est que l'organisation ne se transforme pas en secte, définie par le moment où « la reproduction de ses propres particularités devient le ressort inconscient de son activité politique », lorsque le groupe « s'érige en fétiche pour lui-même ».

À suivre D. Bensaïd et H. Weber, la JCR n'y succombe pas, mais elle a cependant une « tare essentielle » : son « style de travail petit-bourgeois »[6]. Pour ces marxistes, la caractérisation n'est pas une insulte, elle se veut politiquement objective et sociologiquement fondée. Le style militant y serait « décontracté », sans rigueur, dénué de

ponctualité, doté d'un mode de vie plutôt dilettante, ajusté à la condition étudiante que connaissent la plupart des militant·e·s dans l'organisation à cette époque.

Les discussions jusque tard dans la nuit, si elles s'accommodent des rythmes propres à une situation sociale détachée, sans contraintes horaires, apparaissent totalement inadaptées pour les travailleurs en général et les ouvriers en particulier, auxquels il s'agit pourtant de s'adresser en priorité. En invitant à davantage de rigueur, D. Bensaïd et H. Weber soulignent la nécessité d'une organisation mieux structurée. Il s'agit par conséquent de s'implanter dans les entreprises et les quartiers, de s'impliquer dans des associations et des syndicats : ne surtout pas, jamais, devenir une « secte ».

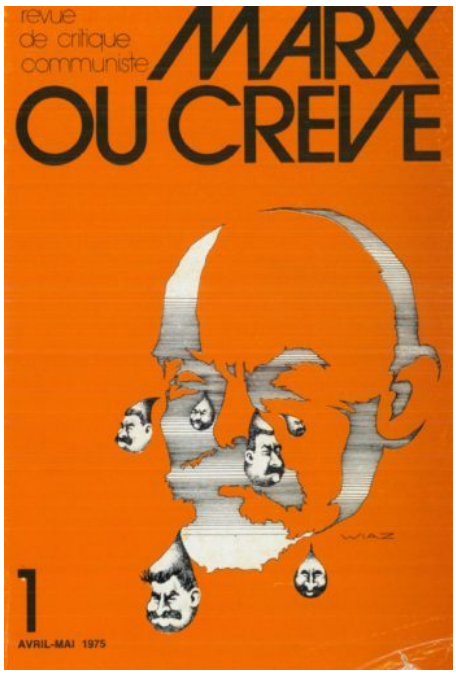
Henri Weber y est particulièrement attentif. Il rédige dans le livre les pages consacrées à l'organisation étudiante « lambertiste », la Fédération des étudiants révolutionnaires, qualifiée de « pure secte », « ahistorique », vivant « hors du temps ». La caractérisation vient du fait qu'à partir de la fin des années 1960, les « lambertistes » défendirent l'idée (pour le moins étrange, sinon saugrenue) que les forces productives de l'humanité auraient « cessé de croître », reprenant une citation de Trotsky datant de 1938. Henri Weber y reviendra souvent, en particulier dans la brochure *Qu'est-ce que l'AJS*[7], et l'écrira encore onze ans plus tard : leur « montre s'est définitivement arrêtée en 1938 »[8].



Au contraire, Bensaïd et Weber analysent la croissance rapide des forces productives dans les « pays capitalistes avancés » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La période est particulière, pétrie de contradictions et, dès lors, de lutte de classes. Certes, le pouvoir d'achat ouvrier s'est accru ; mais la condition ouvrière s'est généralisée et même à certains égards détériorée : 5 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté et 2 millions de salariés gagnent moins de 500 francs par mois – l'équivalent de 750 euros. La moitié des logements ne sont pas pourvus d'équipements aussi élémentaires que l'eau courante ; un tiers sont considérés comme surpeuplés. Les cadences de travail sont élevées. La France est le pays d'Europe où l'on travaille le plus en durée hebdomadaire : jusque 48 heures par semaine.

L’État et la révolution

Lorsque la Ligue communiste, future Ligue communiste révolutionnaire, est fondée en 1969, Henri Weber est membre de son bureau politique et dirige son hebdomadaire, *Rouge.* Il est aussi directeur de publication de la revue théorique de la LCR : *Marx ou Crève* puis *Critique communiste* (revue fondée en 1975 et dont *Contretemps* est un lointain héritier[9]). Ses textes y manifestent plusieurs préoccupations cruciales : les organisations réformistes et les raisons de leur implantation comme de leur pérennité ; la nature de l’État capitaliste et la transition vers le socialisme ; la caractérisation de la révolution.



Sur ce dernier point, Weber y insiste : la révolution n’est jamais seulement un « grand soir » (et encore moins un « grand soir » électoral), un pur surgissement ou un moment « éclair ». Elle procède d’un long cycle de lutte de classes qui débouche sur une crise révolutionnaire et vient ébranler l’hégémonie de la classe dominante. C’est donc un « long travail préparatoire » qui tend à briser – partiellement et de manière très inégale parmi les exploité·e·s et les opprimé·e·s – l’habituelle assignation à la passivité induite par cette hégémonie même.

C’est lors de cette mise en mouvement que peuvent s’inventer de nouvelles solidarités collectives à une échelle de masse et émerger ces « groupes en fusion » dont parlait Sartre, faisant reculer ce qu’il nommait la « sérialité », c’est-à-dire l’atomisation d’individus lié·e·s uniquement les un·e·s aux autres par des logiques ou des forces qui leur sont purement extérieures (une chaîne de production par exemple, une succession d’isoloirs lors des journées d’élection, ou encore une file d’attente à Pôle emploi).

Enraciner l’action politique dans des « collectivités réelles » – lieux de travail, lieux de vie (communautés de voisinage), lieux d’étude – plutôt que dans les « agrégats abstraits » que sont en général les circonscriptions électorales suppose l’autonomie, l’auto-organisation par la souveraineté des assemblées générales, des comités de grève élus, mandatés et révocables, tout ce qui permet de faire l’expérience de la démocratie véritable et de faire prendre conscience qu’elle est en général entravée[10]. Le grand enjeu est de briser le

monopole de la domination, de travailler sans cesse à la casser, d'acquérir ce sentiment de légitimité (à prendre la parole, à décider collectivement, etc.). La crise révolutionnaire sera le débouché de ce travail collectif patient et tenace – et ce sans plaquer un modèle tout fait.

Dans l'importante discussion menée avec Nicos Poulantzas sur l'État et la transition au socialisme, Henri Weber partage avec lui la définition de celui-ci comme un champ de luttes constantes, de divisions internes et de relations complexes, relativement autonome de la classe dominante ; l'État n'est pas un bloc homogène et sans fissures, il n'est ni une chose qu'on pourrait posséder ni un pur instrument dont on pourrait user à l'envi, mais bien davantage la « condensation matérielle d'un rapport de force entre les classes et les fractions de classe ».

Henri Weber d'ailleurs fait remarquer à N. Poulantzas que Lénine avait perçu ce caractère contradictoire et non monolithique de l'État. C'est ainsi qu'il préconisait l'activité des révolutionnaires au sein de l'école, de l'armée ou bien encore dans la Douma. En somme, l'« extériorité absolue » par rapport à l'État que Poulantzas reproche à la tradition léniniste n'a d'après Weber jamais véritablement existé. Le mouvement ouvrier, y compris dans ses franges révolutionnaires, n'a eu de cesse de pénétrer les institutions étatiques pour y faire prévaloir ses revendications et, par là, un point de vue de classe.

La LCR elle-même, à cette époque, met en avant le droit de regard et de contrôle des organisations ouvrières dans l'enseignement et dans les casernes, l'adhésion des soldats aux syndicats ouvriers pour qu'ils exigent leurs droits de travailleurs sous l'uniforme (ce qui vaudra des procès à des militants[11]), la levée des clauses de secret professionnel ou de devoir de réserve qui lient les personnels de l'État. Mais il s'agit moins d'investir l'État au sens où l'entendent les réformistes, qui espèrent mettre celui-ci au service des exploité·e·s et des opprimé·e·s (comme si l'État était en lui-même neutre), que de faire pression sur ses contradictions, de les accentuer afin d'affaiblir la domination politique de la bourgeoisie.

Ainsi au Portugal, au sein du Mouvement des forces armées, la ligne politique appuyée par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale est-elle un approfondissement des fractures dans l'armée, notamment par la constitution de comités de soldats, en lien avec les syndicats ouvriers[12]. Même s'il s'agit de défendre aussi des revendications démocratiques et en ce sens unitaires, l'indépendance de classe demeure l'axe politique essentiel.

De fait, la critique la plus fondamentale menée par Henri Weber – et d'autres théoriciens de la LCR tels Daniel Bensaïd, Antoine Artous ou Jean-Marie Vincent – tient au soupçon d'estomper le caractère de classe de l'État. Cette critique s'adresse non pas seulement à Nicos Poulantzas, mais plus frontalement aux organisations politiques qui, comme le Parti communiste italien ou en France le CERES de Jean-Pierre Chevènement, ont renoncé au combat de classe contre l'État et prôné la participation à ses institutions. Là est la question stratégique essentielle, et de long terme, considèrent alors H. Weber et la LCR.

Poulantzas cherche quant à lui un équilibre (précaire) entre la stratégie classique dite du « double pouvoir » – démocratie directe et auto-organisée sous la forme de conseils, combinée à une démocratie représentative de type parlementaire – et la stratégie dite « italienne » dont Poulantzas juge qu'elle « est, à la limite, une stratégie uniquement fixée à l'intérieur de l'espace physique de l'État ». Mais comment se nouent véritablement les deux formes de démocratie coexistant dans la proposition fondamentale de Poulantzas ? C'est précisément cette *articulation* qu'Henri Weber juge trop peu prise en considération,

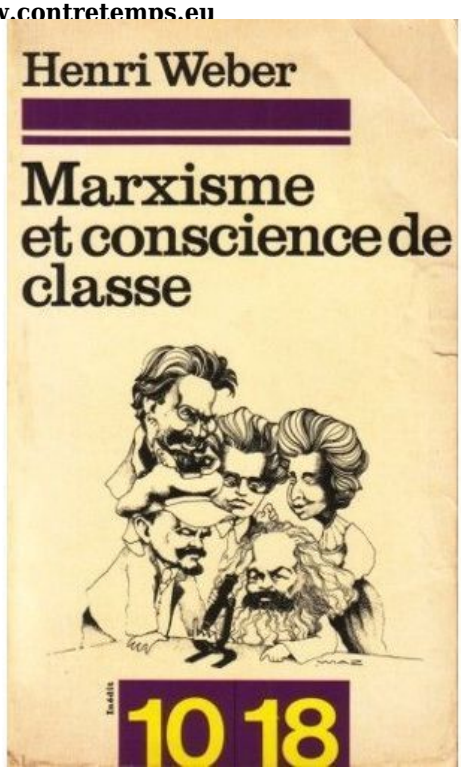
non-analysée. Dans le sillage classique de Lénine, il estime qu'à terme, dans cette forme de démocratie combinée, la place des conseils risque d'être subordonnée à la forme parlementaire (sans nier les immenses difficultés posées par l'invention d'une démocratie des conseils).

Cette crainte n'est pas abstraite ni déconnectée de la situation historique. Au contraire, elle est étayée par des exemples récents et brûlants. Au Chili, les comités de ravitaillement ont rapidement été liquidés au nom de la démocratie parlementaire tout comme les noyaux révolutionnaires dans l'armée ou les conseils de travailleurs. Au Portugal, la souveraineté de la Constituante a également pris le pas sur les commissions ouvrières, ces dernières n'étant jamais parvenues à se centraliser et à constituer ainsi un pouvoir alternatif à celui de l'État capitaliste en voie de reconstitution. De tels échecs justifient et fondent la crainte de voir la démocratie directe peu à peu rognée et finalement abrogée au nom de la démocratie parlementaire[13].

D'autre part et de manière corrélée, la critique formulée à l'endroit d'une telle conception stratégique est de négliger le moment même de l'affrontement. « La réalité de l'épreuve de force », insiste Henri Weber, n'est dès lors plus prise en compte, dissoute dans une succession de « ruptures » (au pluriel) qui aboutit à minimiser le moment de la rupture politique avec le pouvoir bourgeois, qui suppose en particulier l'expropriation du capital et la socialisation des grands moyens de production. Le risque est de déboucher sur un réformisme classique, abandonnant à terme toute perspective révolutionnaire[14].

Une analyse matérialiste du réformisme

Enfin, l'enjeu qui suscite de forts débats, principalement sous l'impulsion d'Henri Weber, réside dans la caractérisation des partis réformistes et les raisons de leur perpétuation en général comme dans le mouvement ouvrier en particulier. Sa question majeure est de comprendre pourquoi le réformisme est à ce point présent dans la classe ouvrière, comme inhérente à elle, qui se trouve étudiée à fond dans son excellent livre *Marxisme et conscience de classe*, publié en 1975.



Weber ne dissocie pas une base « saine » et des appareils « traîtres » (qu'il s'agisse, dans le cas français, du PCF ou du PS) ; il entend souligner que c'est la base même qui tend généralement vers le réformisme. Et ce notamment dans les périodes de relative expansion, même si les marxistes révolutionnaires savent qu'elles n'ont qu'un temps et que les réformes entrent à un moment de crise en contradiction avec la logique même du système. Mais les luttes et les conquêtes sociales sur lesquelles elles débouchent peuvent entretenir un moment la conviction que le capitalisme est aménageable et que l'on peut s'en contenter en l'amendant.

En l'occurrence, avant le retournement de conjoncture durant les années 1970, le capitalisme a connu une nouvelle phase d'expansion, une « onde longue à tendance expansive » selon la formule d'Ernest Mandel, qui a pu favoriser davantage encore l'intégration et une « mentalité réformiste positive »[15]. Les directions réformistes ne sont donc pas simplement des semeuses d'illusions : selon Weber, ces illusions sont largement partagées et entravent les dynamiques sociales et politiques qui pourraient les bousculer et les dissiper.

Ce faisant, il inscrit sa réflexion dans le prolongement des analyses menées par Rosa Luxemburg, pour qui cette emprise du réformisme tient, non à la présence d'une « aristocratie ouvrière » qui serait corrompue grâce aux super-profits tirés de la sur-exploitation coloniale[16], mais à la part aliénée de la classe ouvrière sous domination capitaliste ; elle est partie intégrante de cette domination, productrice d'adhésion et de passivité. Pour la réduire et la combattre, la perspective du front unique ouvrier n'a pas pour principale finalité de « démasquer » les directions réformistes (ligne du courant « lambertiste » fréquemment critiquée par H. Weber à cette époque), mais bien plutôt de favoriser l'essor de la lutte et de l'aviver, de mettre en mouvement la classe par tous les moyens afin de permettre des clarifications chemin faisant, par la lutte et dans la lutte[17].

Il poursuivra ce travail à travers le livre *Socialisme, la voie occidentale*, un important recueil de textes sélectionnés et présentés par lui autour de la grande controverse stratégique de 1910-1913 au sein du mouvement ouvrier socialiste, qui porta en particulier sur la grève de

masse et eut pour cadre la revue théorique de la social-démocratie allemande (*Die Neue Zeit*). Henri Weber montre notamment à quel point ce débat annonce les principales interprétations et clivages stratégiques qui scinderont plus tard la gauche et le mouvement ouvrier, en particulier durant la séquence révolutionnaire 1917-1923 mais aussi dans les années 1970, nombre d'arguments de Kautsky préfigurant ce qui sera nommé l'eurocommunisme.

Une volteface néolibérale

Est-ce ce constat d'un réformisme profondément ancré, entretenu encore par des organisations syndicales de plus intégrées au fonctionnement du système, qui va pousser Henri Weber à s'éloigner peu à peu de la voie révolutionnaire ? Est-ce l'épuisement d'un cycle militant personnel ? La déception devant l'impossible unité des organisations révolutionnaires ou leur incapacité à peser sur le cours des choses ? Toujours est-il qu'il quitte la Ligue en 1980.

Suivent plusieurs années au cours desquels il s'investit surtout dans ses tâches enseignantes à l'université de Vincennes. Puis, en 1986, il adhère au Parti socialiste. Sa carrière s'y déroule alors comme une flèche : conseiller technique dans le cabinet de Laurent Fabius à partir de 1988, sénateur entre 1995 et 2004, député européen à partir de 2004 et, parallèlement ; membre du secrétariat national du PS, enfin directeur des études auprès du Premier secrétaire.

Mais précisément, il rejoint ce parti à un moment où celui-ci opère une métamorphose considérable qui lui fait quitter, en réalité, la social-démocratie classique. On se souvient qu'historiquement la social-démocratie a partie liée avec l'objectif de rupture anticapitaliste, par la socialisation des moyens de production. Elle englobe originellement des mouvances réformistes et des courants révolutionnaires. Un deuxième âge s'ouvre pour la social-démocratie avec 1914 et l'entrée en guerre, quand l'objectif révolutionnaire est abandonné au profit de l'Union sacrée. Mais sa finalité dernière demeure la mise à bas, certes progressive, du capitalisme.

Ce troisième âge a des chronologies différenciées selon les situations nationales mais au cours de celui-ci la social-démocratie se résout désormais à l'économie de marché, convaincue que le capitalisme peut être réformé ou domestiqué dans le sens d'un bien-être collectif garanti par des systèmes de protection sociale et de redistribution, et par le biais

d'un État-Providence menant une politique de type keynésien. Les réformes s'intègrent dans le fonctionnement du capitalisme qu'il ne s'agit plus de combattre pour l'abolir, mais elles vont dans le sens de la justice sociale et de la solidarité.

Plus rien de tel dans la politique menée par le Parti socialiste au pouvoir lorsqu'Henri Weber commence à y prendre des responsabilités, et *a fortiori* tout au long de son évolution quatre décennies durant. Les réformes améliorant un tant soit peu la condition des travailleurs·ses laissent place aux contre-réformes qui la détériorent assurément, aux attaques sociales, à la destruction progressive des services publics et des biens communs.

Quelques rappels ne sont sans doute pas inutiles. Contrairement à l'idée d'un tournant de la rigueur opéré en mars 1983, c'est dès 1982, donc seulement quelques mois après la victoire électorale, que les gouvernements dominés par le PS – avec parfois la participation du PC – s'engagent dans une politique de soutien aux entreprises et à l'encouragement des investissements, rompant ainsi avec la politique de hausse des salaires et des pensions. Entre 1981 et 1984, les subventions publiques versées aux entreprises par de multiples biais – aides au développement, à l'innovation, à la création d'emplois, à l'aménagement du territoire, au développement régional –, auxquelles s'ajoutent des exonérations sociales et fiscales, voient leur montant doubler par rapport à celles qu'avaient accordées les gouvernements Chirac et Barre entre 1974 et 1981.

Les salarié·e·s doivent se faire les actrices et acteurs des gains de productivité, de la compétitivité accrue et des profits restaurés. Dans les entreprises nationalisées comme Alsthom, Rhône-Poulenc ou Pechiney, des syndicalistes évoquent des brimades exercées à l'encontre des salarié·e·s et déplorent les réductions d'effectifs et les licenciements. Des propos nouveaux détonnent dans la bouche de dirigeants socialistes et signalent une rupture de ton rendue nécessaire par le lâchage de la classe ouvrière industrielle, pourtant l'un des socles électoraux de la nouvelle majorité de gauche. Faisant face à une grève des ouvriers de l'industrie automobile, les dirigeants socialistes introduisent dès janvier 1983 le venin islamophobe en jouant sur les peurs qu'a suscitées la Révolution iranienne quelques années auparavant : Gaston Defferre stigmatise l'influence des « chiites » (sic) tandis que Pierre Mauroy lui emboîte le pas en affirmant que « les travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ».

Les plans de restructurations et leurs cortèges de licenciements s'accélèrent : le rythme des destructions d'emplois dans l'industrie s'élève à 140 000 par an. Le gouvernement Fabius entreprend de « réformer » le marché du travail, selon un retournement du mot qui deviendra vite très courant : il s'agit d'y introduire plus de flexibilité, avec horaires décalés, temps partiel, contrats à durée déterminée, recours à l'intérim et à la sous-traitance. Laurent Fabius et son ministre de l'Économie et des Finances Pierre Bérégovoy mènent une politique fiscale qui rompt avec la tradition de la gauche réformiste : sur le modèle proposé par Ronald Reagan, le gouvernement procède à une baisse des prélèvements obligatoires de l'ordre de 5 milliards pour l'impôt sur le revenu et de 10 milliards pour la taxe professionnelle versée par les entreprises.

À l'été 1985, François Hollande, alors directeur de cabinet des porte-parole du gouvernement, insiste sur la nécessité de « respecter les grands équilibres au risque de sacrifier l'emploi », de « poursuivre le mouvement de désinflation quitte à contenir les augmentations salariales », de « redresser les marges des entreprises dans l'attente d'une hypothétique reprise de l'investissement ». Il vante le « dynamisme du marché financier », loue la désindexation salariale qui « a permis aux entreprises d'encaisser des gains de

productivité », approuve le fait que « les dépenses publiques de l'État ont diminué » et rappelle que « plus de 5 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés »[18].

Ce positionnement est confirmé par Pierre Bérégovoy, pour qui cette « révision doctrinale » revient à « mettre nos montres à l'heure » : « Le marché n'est ni de gauche ni de droite. Il a une fonction d'échange qui est à restaurer ». À partir de 1988, le gouvernement Rocard impose une « modernisation » du service public appuyée sur des critères de compétitivité. Pour le secteur public, Michel Rocard assume d'avoir un « projet d'entreprise ». Le Parti socialiste entérine son ralliement au libéralisme en ouvrant les entreprises publiques aux capitaux privés.

Dans une situation marquée par la récession et l'aggravation du chômage, c'est moins à l'emploi qu'à la désinflation compétitive que la politique des gouvernements Cresson puis Bérégovoy est consacrée. Des postes ne cessent d'être supprimés chez Bull, Renault, Thomson, Rhône-Poulenc ou encore Usinor-Sacilor. Face aux mobilisations sociales, le gouvernement Cresson choisit la méthode forte : la police est envoyée face aux grévistes de Renault-Cléon ; les infirmières subissent les grenades lacrymogènes et les canons à eau des gendarmes mobiles.

En matière d'immigration, les reconduites à la frontière s'accroissent, légitimées par des discours qui, jouant sur le terrain xénophobe de la droite chiraquienne et du Front national, font le jeu de ce dernier et contribuent à son ascension[19]. Le chômage ne cesse de progresser et c'est l'État qui apparaît comme le premier des licencieurs avec de nombreuses suppressions d'emplois dans les entreprises nationalisées. Pierre Bérégovoy, qui dit ne pas vouloir « faire une politique sociale à crédit », ne semble pas pouvoir mener de politique sociale du tout. En moins de douze mois passés à Matignon, il achève de brouiller les repères du clivage gauche-droite ; il passe pour un allié des marchés financiers, rude envers les salariés – comme en témoigne encore la contre-réforme du statut des dockers. Laurent Fabius, dont Henri Weber est proche et qu'il aide dans la rédaction de son livre *C'est en allant vers la mer,* ne cesse de répéter qu'il faut « moderniser le marché » afin qu'il soit « plus efficace ».

« La gauche française est-elle libérale ? », se demande *Le Monde* en une, le 23 septembre 1997. L'interrogation a sa pertinence, quand on examine l'importance des privatisations et autres ouvertures du capital lancées à marche forcée : Aérospatiale, Air France, Crédit Lyonnais, France Télécom. Ces privatisations touchent l'énergie, le téléphone et les télécommunications, les transports publics, les autoroutes, les aéroports, le secteur postal… Pour respecter les critères sévères de la rigueur budgétaire, ces mises sur le marché constituent une aubaine : sous le gouvernement Jospin, les recettes qui en sont tirées dépassent celles des privatisations menées sous les gouvernements Balladur et Juppé.

Pour les retraites, Lionel Jospin comme Dominique Strauss-Kahn envisagent publiquement de greffer sur le régime par répartition un système de fonds de pension. Quant aux lois Aubry sur les « 35 heures », en annualisant le temps de travail, elles créent une plus grande flexibilité qui s'accompagne d'une modération salariale. Le marché du travail est également « assoupli » avec les « emplois jeunes », des contrats à durée déterminée de cinq ans pour les moins de 26 ans payés au SMIC, principalement dans la Fonction publique ; l'État ne les pérennise pas.

Sous François Hollande, les allègements fiscaux en faveur des entreprises se poursuivent : elles passent de 11 milliards à 34 milliards d'euros entre 2014 et 2017. Grâce au Crédit

d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, lancé sous le gouvernement Ayrault et sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, les entreprises se voient octroyer quelque 20 milliards d'euros par an, sans aucune contrepartie réelle obtenue du patronat (on sait ce que devint le million d'emplois promis par le Medef, à savoir rien).

En faisant primer les accords d'entreprise (où le rapport de force est nettement défavorable aux salarié·e·s) sur les conventions collectives et sur la loi, la loi El Khomri constitue une remise en cause fondamentale du Code du travail. Et lorsque le nouveau ministre de l'Économie Pierre Moscovici évoque la « révolution copernicienne » que représente pour le PS le ralliement à la baisse du coût du travail, la « révolution » en question a bel et bien changé de nom. Elle n'a en fait plus rien à voir avec une quelconque politique social-démocrate. « Social-libérale » : mais où est le « social » dans cette politique libérale ?

Pourtant tout cela paraît concluant à Henri Weber, qui vante sous François Hollande le « redressement » douloureux de l'économie grâce à une meilleure compétitivité[20]. Dans le même temps, il n'a de cesse de condamner toute alternative à l'économie de marché, instantanément fustigée comme « démagogique », « archaïque » et « sectaire » : une « réponse d'un autre âge »[21]. La seule « utopie réaliste » à ses yeux serait … l'Union européenne[22], dont le rôle n'a pourtant rien d'utopique en matière d'imposition aux peuples de reculs sociaux et démocratiques. En cela, il n'y aurait plus qu'à courber l'échine et baisser les bras, accepter le capitalisme et ses méfaits mortifères dans l'évidence d'un « c'est comme ça ».

*

Dans les années 1970, Henri Weber avait des mots ironiques sur la « langue de bois déversant sur [le] crâne sa pluie de copeaux »[23]. Il n'a pourtant pas ménagé ses effets ces dernières années, présentant le projet du PS au Fouquet's, invitant à son mariage grands patrons et grands banquiers, vantant le « compromis comme méthode de transformation » (mais un « compromis » qui n'est que l'autre nom d'une soumission intégrale aux diktats patronaux), s'en remettant au « modèle allemand », parlant d'un « socialisme démocratique » sans socialisme en fait, dans une démocratie bien mal en point, rognée par les atteintes aux libertés publiques et la répression tous azimuts des quartiers populaires et des mouvements sociaux.

À son ancien camarade, Daniel Bensaïd rappelait :

> « Nous avons crié : "les frontières, on s'en fout ! Nous sommes tous des Juifs allemands…'', et la gauche gouvernante et bourgeoisante expulse les sans-papiers qui demandent loyalement leur régularisation, et l'Europe libérale dresse les nouveaux miradors de Schengen… Nous nous étions réjouis de voir flamber la Bourse au sens propre, et les soixante-huitards recyclés jubilent désormais de voir flamber le CAC 40… »[24]

Cette politique a fait beaucoup de mal, un mal mortel et Henri Weber y a largement contribué : elle a non seulement appauvri et précarisé des millions de travailleurs·ses, mais elle a aussi abîmé les idéaux socialistes portés depuis près de deux siècles par des générations de militant·e·s du mouvement ouvrier, l'espoir d'un autre monde où la liberté ne serait plus écrasée par le despotisme patronal ou l'arbitraire étatique, et où l'égalité ne

se réduirait pas au songe creux de l'« égalité des chances ». Nous ne pourrons l'oublier. Tout comme nous n'oublierons pas ce qu'Henri Weber, avec ses camarades, a apporté aux luttes et aux espoirs révolutionnaires, avant de les moquer – avant de les briser.

*

Les textes de Henri Weber dans *Critique communiste* (1975-1980)

Après le Congrès du Parti Socialiste : le C.E.R.E.S. dans l'opposition (avril-mai 1975)

Les partis staliniens et leur devenir (septembre 1975)

Stalinisme et métaphysique (avril-mai 1976)

Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours (octobre 1976)

L'extrême gauche italienne entre l'« autonomie ouvrière » et le PCI (octobre 1976)

Le PCF et l'Etat (juin 1977)

L'État et la transition au socialisme. Interview de Nicos Poulantzas par Henri Weber (juin 1977)

Goulag, Glucksman, et démocratie (novembre-décembre 1977)

Mai 68 : une répétition générale ? (mai-juin 1978)

De l'influence des « directions traîtres »… (janvier 1979)

Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes (juin 1979)

« L'unité dans les luttes » comment ? Pour quoi faire ? (mars 1980)

Sur la politique internationale de l'URSS (juin 1980)

*

Illustration : Alain Krivine, entouré de Henri Weber et Daniel Bensaïd, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1969.

Notes

[1] Henri Weber, « Notre culture de l'affrontement est devenue un handicap », *L'Obs,* 16 janvier 2020.

[2] Henri Weber, « Sur la réforme des retraites, Emmanuel Macron doit accepter un compromis offensif », *Huffington Post,* 6 janvier 2020.

[3] Henri Weber, « Où va la Macronie ? », *Le Débat,* n° 206, 2019/4, p. 36-47.

[4] L'essentiel est dans la notice que Jean-Paul Salles lui a consacrée pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social* : https://maitron.fr/spip.php?article182575, avec le concours de Jean-Guillaume Lanuque. Cette notice s'inspire de la recherche très fouillée que Jean-Paul Salles a menée sur la LCR : *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005. Il la complète bien sûr pour l'après-1980.

[5] Daniel Bensaïd, Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale,* Paris, Maspero, 1968, p. 19, 54-55, 75-76, 79.

[6] *Idem,* p. 83-85.

[7] Alliance des jeunes pour le socialisme, alors organisation de jeunesse de l'OCI (l'organisation dirigée par Pierre Lambert).

[8] Henri Weber, « Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes », *Critique communiste,* n° 27, juin 1979, p. 112.

[9] La revue *Contretemps* actuelle, aussi bien la revue imprimée que le média web (dont les comités de rédaction sont distincts depuis l'origine), est le produit de la fusion de *Contretemps*, revue fondée par Daniel Bensaïd en 2001, et de *Critique communiste*, qui était demeurée depuis 1975 la revue théorique de la LCR.

[10] Henri Weber, « Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours », *Critique communiste,* n° 8, septembre 1976 et « Sur la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale », interview d'Ernest Mandel, *Critique communiste,* n° 8, septembre 1976, p. 149 *sq.*

[11] Voir : Robert Pelletier et Serge Ravet, *Le mouvement des soldats : les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire*, Paris, Maspero, 1976.

[12] Voir notamment : D. Bensaïd, C. Rossi et C.-A. Udry, *Portugal : la révolution en marche*, Paris, Christian Bourgois, 1975.

[13] « L'État et la transition au socialisme », entretien de Nicos Poulantzas par Henri Weber, *Critique communiste,* n° 16, mai 1977, p. 17 *sq.*

[14] Henri Weber, « Le PCF et l'État », *Critique communiste,* n° 16, juin 1977, p. 5 *sq*.

[15] Henri Weber, « Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes », *Critique communiste,* n° 27, juin 1979, p. 119.

[16] Pour une réfutation de cette idée développée par Lénine, voir : C. Post, « Le mythe de l'aristocratie ouvrière », *La Brèche*, juin 2008, https://alencontre.org/archives/lb/Rev03_US_Aristo.pdf.

[17] Henri Weber, « De l'influence des "directions traîtres'' », *Critique communiste,* janvier 1979, p. 39 *sq.*

[18] François Hollande, « Apologie de la patience », *Le Matin,* 17 juillet 1985.

[19] Voir notamment : T. Deltombe, « Michel Rocard, martyr ou mystificateur ? », *Le Monde*

diplomatique, septembre 2009, https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-09-30-Rocard.

[20] Henri Weber, *Éloge du compromis,* Paris, Seuil, 2016.

[21] Henri Weber, *Lettre recommandée au facteur,* Paris, Seuil, 2004.

[22] « “Tout ça pour ça ?” 40 ans après mai 68. La réponse d’Henri Weber », *Après-demain*, 2008/4, n° 8, p. 8-9.

[23] Henri Weber, « Le PCF et l’État », *Critique communiste,* n° 16, juin 1977, p. 2.

[24] Daniel Bensaïd, « L’art d’accommoder les restes (de Mai) », *Le Monde,* 2 mai 1998.